

# Légère baisse mais les prix restent élevés...

Page 2

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4778 - Dimanche 12 mai 2019 - Prix : 10 DA

**Boumerdès**  
**Deux dangereux terroristes**  
**abattus à Dellys**

Page 24

14 morts en seulement une journée

# Un ramadhan meurtrier sur les routes

Page 3

## Libye, l'ambiguïté européenne

Par Mohamed Habili

**D**e toute évidence, la récente tournée de Fayaz el-Serraj dans les principales capitales ne s'est pas traduite par ce que lui-même en attendait : amener l'Europe à condamner d'une seule voix l'«agression» du maréchal Haftar sur Tripoli, ce qu'assez étrangement elle s'est bien gardée de faire jusque-là. Paris, Berlin, Rome et Londres continuent dans cette affaire à tenir le bâton par le milieu, à dire une chose puis son contraire, ne sachant encore trop si l'offensive de l'Armée nationale va ou non être couronnée de succès. Pour autant, il existe des nuances dans leurs attitudes respectives. La France et l'Allemagne donnent le sentiment de pencher plutôt en faveur des attaquants, alors que l'Italie et la Grande-Bretagne semblent plutôt prendre position pour les attaqués. Mais les premiers comme les seconds se donnent dans le même temps un certain mal pour faire croire qu'il n'en est rien, qu'ils s'en tiennent à une stricte neutralité dans cette affaire. Or ce n'est pas de la réaffirmation de cette équidistance que Fayaz el-Serraj était venu s'assurer, mais du réalignement pur et simple des Européens qui comptent sur son propre camp, ce qui suppose qu'ils avaient commencé par faire le mauvais choix en pariant sur la victoire de ce qui de son point de vue tout au moins est l'agresseur. Il aurait probablement renoncé à sa tournée s'il avait su qu'elle échouerait à lever l'ambiguïté européenne.

Suite en page 3

Saïd Djellab, ministre du Commerce au sujet des véhicules d'occasion

# Une importation autorisée tous les cinq ans



PH/D. R.

Les mécanismes et procédures juridiques devant encadrer la procédure d'importation des véhicules d'occasion sera sur la table du gouvernement dans un mois au maximum. C'est ce qu'a affirmé hier Saïd Djellab, ministre du Commerce, qui souligne qu'une seule autorisation est délivrée tous les cinq ans.

Lire page 2

Education nationale  
**Les dates des examens connues**

Page 3

Alger  
**Djamel Laroussi ouvre le 20<sup>e</sup> Festival culturel européen**

Page 13

Saïd Djellab, ministre du Commerce au sujet des véhicules d'occasion

# Une importation autorisée tous les cinq ans

■ Les mécanismes et procédures juridiques devant encadrer la procédure d'importation des véhicules d'occasion sera sur la table du gouvernement dans un mois au maximum. C'est ce qu'a affirmé hier Saïd Djellab, ministre du Commerce, qui souligne qu'une seule autorisation est délivrée tous les cinq ans.

Par Lynda Naili

**A** ce titre, en marge d'une rencontre d'évaluation de la première semaine du ramadhan, qui a eu lieu à la Safex, Palais des Expositions, Djellab, soulignant que ce dossier est encore à l'étude entre son département et celui des Finances, indiquera que «les citoyens désirant importer un véhicule d'occasion doivent disposer d'un compte bancaire en devises pour financer son importation, ce qui permettra également, dans le cadre de la réduction des échanges monétaires hors circuit formel, d'avoir une traçabilité de ces montants».

En outre, le ministre informera la presse que «l'application des taxes douanières sur l'importation des véhicules d'occasion est à l'étude» avec ses pairs des Finances, «en vue de parvenir à un coût final d'acquisition qui soit à la portée du pouvoir d'achat des citoyens».

Relevant que cette opération «sera un facteur externe de pression sur la baisse des prix», Djellab dira qu'«un des objectifs de l'importation de véhicules d'occasion, bien sûr avec le respect des conditions techniques, environnementales et sécuritaires, va apaiser et faire pression sur les prix des véhicules locaux». Ceci, outre de «donner une chance aux citoyens d'acheter un véhicule de moins de trois ans, selon ses possibilités et ses moyens», ajoutera-t-il. Dans ce contexte, il relèvera qu'«une seule autorisation est délivrée tous les cinq ans aux citoyens» intéressés par cette



PHD.R.

procédure. Au demeurant, après 14 ans d'interdiction et face aux limites affichées par ce que l'on s'accorde à appeler «industrie automobile» en Algérie, qui en vérité n'est qu'une industrie de montage et d'assemblage, l'importation des véhicules d'occasion, suite à un aval donné par le Conseil du gouvernement mercredi dernier pour lever cette interdiction et chargeant les ministres des Finances et du Commerce d'«élaborer une conception sur les mécanismes juridiques permettant au citoyen d'importer les véhicules d'occa-

sion», sera sous peu une opération autorisée. Notons que ce n'est pas la première fois que le gouvernement évoque cette levée d'interdiction dont est frappée l'importation de véhicules d'occasion. En effet, en 2016, le défunt Bakhti Belaïb, alors ministre du Commerce, avait indiqué qu'«on va lever cette interdiction et élaborer un cahier des charges bien précis qui permet de ne pas importer des véhicules représentant des dangers à la circulation. C'est-à-dire que nous allons autoriser l'importation de ces véhicules sous

conditions», tout en précisant que cette levée se fera dans le cadre du projet de la loi de finances 2017. A l'époque, Bakhti Belaïb avait estimé que le marché d'occasion pouvait permettre d'importer des véhicules plus performants et beaucoup moins chers que certains véhicules neufs importés. En outre, affirmant que «certains constructeurs fabriquaient des véhicules spécialement pour l'Algérie et qui sont loin des normes internationales», il avait estimé que «le marché national des véhicules doit être organisé

pour que nous ne soyons plus arnaqués et victimes de manque de transparence». Pour rappel, c'est en 2005, après un dur forcing des concessionnaires qui aura duré plus de 2 ans, que l'interdiction d'importation de véhicules de moins de 3 ans a été instaurée par le gouvernement. Le ministère du Commerce avait justifié, à l'époque, que les voitures d'occasion ne répondent pas aux normes de sécurité et qu'il fallait ouvrir le marché du véhicule neuf pour toutes les marques sans exclusive. L. N.

Une semaine après le début du ramadhan

## Légère baisse mais les prix restent élevés...

**A**u sixième jour du mois de jeûne, les prix de la plupart des fruits et légumes se sont stabilisés autour de proportions plus ou moins fixes. Néanmoins, cette tendance reste en deçà des attentes des consommateurs, particulièrement ceux dont les bourses sont les plus modestes.

Les prix qui ont flambé durant les deux premiers jours ont donc connu une légère baisse. Toujours est-il qu'ils restent exagérés et inaccessibles pour les citoyens. Les produits agricoles sont particulièrement chers et la mercuriale est loin de satisfaire le consommateur. Contacté par téléphone, Hadj Tahar Boulouar, président de l'Association nationale des commerçants et artisans (Anca), nous a confirmé une légère baisse allant de 20 à 30 DA. Selon lui, «un léger recul, car les prix se rapprochent de ceux pratiqués au début du ramadhan. Mais il est vrai, que par rapport à la même période de 2018, les prix sont plus cléments». D'après plusieurs commerçants, l'abstention des consommateurs à acheter en grande quantité, comme ce fut le cas durant les deux premiers jours, a permis aux prix des fruits et légumes de baisser légèrement. «C'est la loi du marché qui fixe les prix. La demande étant moindre par rapport à l'offre, les prix sont donc descendus», explique un vendeur. Contrairement aux prix des légumes, ceux



PH. L. SORAYAJU.A.

des fruits restent élevés. Une virée dans quelques marchés de la capitale confirme cette orientation générale. Pour les légumes et mise à part une stabilité de la pomme de terre disponible à profusion pour 60 DA le kg, en raison d'une bonne récolte, tous les autres produits ont vu

leurs prix grimper. Il s'agit surtout de la tomate qui, bien qu'elle soit un produit de saison, a été cédée hier entre 140 et 150 DA le kg. Le prix de la courgette, qui est un ingrédient incontournable dans la préparation des plats du ramadhan, oscille entre 80 et 100 DA le kilo. L'oignon à 120

DA, les poivrons à 180 DA, les carottes à 100 DA. La laitue, très consommée durant le mois sacré, est à 150 DA le kg. Le prix des autres légumes a également doublé, les haricots verts sont à 320 DA, le chou-fleur à 130 DA, le navet à 140 DA, le fenouil et l'aubergine à 120 DA et le concombre à 160 DA. Sans oublier le citron dont le prix varie entre 300 et 400 DA le kg. Cette augmentation des prix est valable aussi pour les produits d'importation très prisés, notamment l'abricot sec vendu à 1 200 DA/kg, les raisins secs à 1 400 DA et les pruneaux à 850 DA. Les fruits saisonniers ont eux aussi pris l'ascenseur, notamment les fraises, cédées il y a quelques jours à 180 DA, elles passeront la barre des 250 DA le kg, les bananes à 320 DA, la pastèque à 180 DA le kilo et les pommes entre 600 et 750 DA. La viande ovine locale est proposée à 1 400 DA et la viande bovine à 1 350 DA. Le poulet s'affiche entre 290 et 300 DA le kilo. C'est dire, encore une fois, que les ménages devront subir une anarchie commerciale lourdement facturée, car en dehors du marché de gros, les maquignons eux aussi ont commencé à aiguiser leurs couteaux pour trancher presque à l'unanimité sur les nouveaux prix de la viande. Meriem Benchaoua



14 morts en seulement une journée

# Un ramadhan meurtrier sur les routes

■ Depuis le début du mois de ramadhan, les services de la Protection civile enregistrent quotidiennement des bilans alarmants de la situation sur les routes. La journée d'hier a été particulièrement sanglante avec 14 morts et 32 blessés dans plusieurs régions du pays.



Par Louiza Ait Ramdane

L'hécatombe routière continue de faire des victimes et d'endeuiller des familles durant le mois de jeûne. En effet, les accidents de la circulation sont plus fréquents et plus violents durant ce mois. L'excès de vitesse est le premier facteur incriminé dans cette tragédie. En seulement une journée, 14 personnes ont trouvé la mort et 32 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation à travers le territoire national, selon un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Illizi, avec le décès de 2 personnes, suite au renversement d'un camion de type semi-remorque, survenu sur la route Tin alouf, dans la commune de Djanet.

Le manque de sommeil et la fatigue causés par les veillées sont les principales causes de cette hécatombe. Généralement, le plus grand nombre d'accidents de la circulation se produit durant les deux heures qui pré-

èdent l'adhan. Aussi, durant ce mois, les jeûneurs ont tendance à veiller jusqu'à des heures très tardives, résultat : diminution des réflexes à cause du manque de sommeil.

Ce qui représente un grand danger pour le conducteur. Ainsi, les conducteurs de véhicules et d'autobus sont appelés à faire preuve de vigilance et de prudence pendant la conduite et marquer des arrêts aux moments de fatigue pour éviter les accidents de la route, particulièrement durant le mois sacré du ramadhan.

Les bilans des accidents sont quotidiens. Au premier jour déjà du ramadhan, six personnes ont péri et 30 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus en deux jours dans plusieurs régions du pays, selon la Protection civile.

La wilaya d'Alger a déploré le bilan le plus lourd avec le décès de 2 personnes, suite à deux accidents de la route.

Une personne a trouvé la mort et une autre a été blessée dans une collision entre deux véhicules de tourisme, survenue

dans la nuit de lundi à mardi, premier et deuxième jour du ramadhan, à proximité de l'agglomération d'El Meridj, dans la commune d'El Khroub, dans la wilaya de Constantine. Mardi passé, neuf personnes ont péri alors que 16 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus durant une journée dans plusieurs régions du pays.

La wilaya de Batna a déploré le bilan le plus lourd avec le décès de 2 motocyclistes, heurtés par un camion, dans la zone industrielle, située dans la commune de Barika.

Quatre autres personnes sont mortes et trois autres ont été blessées suite à un accident de la route survenu mercredi après-midi passé dans la commune de Ben Srour, dans la wilaya de M'sila.

L'accident s'est produit sur la RN 46 au lieu-dit Boumellal, suite à une collision entre un véhicule touristique et deux poids lourds entraînant la mort sur place de quatre personnes âgées entre 4 et 60 ans et causant des blessures à trois autres. Le même

jour, une violente collision entre un motocycle et un véhicule touristique, survenue à Sour, sud de Mostaganem a causé la mort sur place du motocycliste.

La direction de la Protection civile a enregistré, depuis le début du mois de ramadhan (6-8 mai) sur le territoire de la wilaya de Mostaganem, 19 accidents de la circulation faisant deux morts et 21 blessés, la plupart durant la nuit et sur motocycles.

A Guelma, une personne a perdu la vie et deux autres ont été blessées dans un accident à la sortie de la commune d'Oued Zenati, suite à une collision entre un bus de transport de voyageurs et un véhicule touristique. Vendredi passé, une personne a trouvé la mort et une autre a été blessée, dans un accident de la route survenu à Djelfa.

Le renforcement de la sécurité et de la prévention routière par la sensibilisation et l'installation d'un millier de radars sur les routes n'aurait pas suffi à freiner l'hécatombe sur les routes.

L. A. R.

## Education nationale

### Les dates des examens connus

Les examens du troisième trimestre de l'année scolaire 2018-2019 pour les trois paliers de l'éducation nationale débiteront dans quelques jours, selon le nouveau calendrier élaboré par le ministère de l'Education nationale. Ainsi, sur sa page facebook officielle, le ministère de l'Education nationale a publié une note dans laquelle il dévoile un nouveau calendrier des examens pour le troisième trimestre de l'année scolaire en cours. Pour ce qui concerne le niveau du moyen (collège), les épreuves sont prévues à partir

du 14 mai pour les élèves de 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> années, et les 14, 15 et 16 mai pour les élèves de la 4<sup>e</sup> année. Les lycéens, pour leur part, seront examinés à partir du 19 mai pour les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> années, et les classes de terminale du 12 au 16 mai en cours. Concernant les examens scolaires nationaux, ils débiteront le 29 mai avec en premier l'examen de fin de cycle primaire suivi du BEM (9 au 11 juin) et du baccalauréat (16 au 20 juin). A ce propos, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a affirmé que les sujets des examens sco-

laire seront puisés du programme scolaire et toutes les procédures ont été prises pour garantir le bon déroulement de ces examens. «Les sujets des examens nationaux (session 2019) seront puisés du programme scolaire», a déclaré le ministre à la presse en marge de la rencontre nationale des présidents des commissions de wilayas des observateurs pour les épreuves du brevet de l'enseignement moyen (BEM) et du baccalauréat, précisant que «l'élève ne sera pas examiné sur un cours qui ne lui a pas été dispensé en

classe». «L'état d'avancement de la mise en œuvre du programme scolaire est très appréciable», rassure le ministre qui a relevé que le retard accusé dans deux ou trois wilayas et dans quelques établissements a été rattrapé à travers «l'élaboration d'un programme spécial au profit de ces établissements». Concernant le rôle des observateurs dans ces examens, le ministre de l'Education nationale a indiqué qu'ils «travailleront au niveau de tous les centres d'examen pour le Bac et le BEM, à raison d'un observateur pour chaque centre

## LA QUESTION DU JOUR

### Libye, l'ambiguïté européenne

Suite de la page une

Dès son retour à Tripoli, les activités d'une quarantaine d'entreprises internationales sont suspendues, dont le Français Total et l'allemand Siemens, pour ne citer que les plus importantes. Rien de tel sans doute ne se serait produit s'il avait obtenu ce qu'il était allé chercher. Dans le même temps où il passait à grande allure d'une capitale européenne à l'autre, son rival de l'Est, Khalifa Haftar était reçu au Caire, où il s'est vu renouvelé le soutien inconditionnel du président égyptien, lequel soutien, comme on le sait, ne va pas sans celui de l'Arabie saoudite et des Emirats. Des soutiens actifs s'il en est. Voilà qui tend à prouver que sur le front extérieur non plus les choses ne sont pas en train de tourner à son avantage. Le vrai motif de satisfaction d'el-Serraj, c'est la résistance des milices contrôlant Tripoli grâce à laquelle l'offensive lancée le 4 avril reste bloquée dans les abords sud de la ville. Il n'est pas le seul du reste, il y a aussi la double aide du Qatar et de la Turquie qui pour sa part ne risque pas de lui manquer. Sans des alliés non moins sûrs que ceux dont disposent Tobrouk, l'avenir du camp de Tripoli serait bien sombre. On le voit, si les Européens ont joué le premier rôle dans la chute du régime de Kadhafi, bien des choses indiquent que ce n'est pas d'eux qu'il faut attendre la réunification libyenne, c'est-à-dire la solution au problème créé par eux. On les voit très clairement pour l'heure attendre que l'une ou l'autre des forces libyennes en présence prenne le dessus sur le plan militaire, pour ensuite faire prévaloir leurs intérêts auprès d'elle. La préférence de la France pour Khalifa Haftar pourrait bien n'être qu'une façon de se dédouaner de son intervention de 2011 contre Kadhafi. Elle se sentirait moins coupable si c'est un ancien officier de l'armée de Kadhafi qui après des années de retard lui succédait. Ce serait comme si alors le fil de la Libye se renouait.

M. H.

et leur rôle consiste en la surveillance et le suivi du déroulement des épreuves dans de bonnes conditions». Enfin, les résultats du baccalauréat seront annoncés le 20 juillet, ceux du BEM le 1<sup>er</sup> juillet alors que ceux de fin de cycle primaire seront connus le 16 juin.

Thinherine Khouchi

Parti Talaie El-Houriyate

# Benflis : le dialogue national «une urgence absolue»

■ Le président du parti Talaie El-Houriyate, Ali Benflis, a estimé hier que le dialogue national «n'est pas seulement une nécessité» mais «une urgence absolue».

Par Lamine M.

Dans une tribune intitulée «Le dialogue national : les trois murs à franchir», publiée au journal «Le Quotidien d'Oran», M. Benflis a indiqué que le dialogue national «n'est pas seulement une nécessité. Il est d'une urgence absolue», ajoutant que le dialogue «n'est pas seulement un impératif moral. Il n'est pas simplement le moyen le moins coûteux de règlement de la crise. Il n'est pas non plus une fin en soi». Pour l'ancien Chef du gouvernement, «trois murs» se dressent devant la crise politique que vit le pays. Il s'agit premièrement de l'application «stricte» et «intégrale» de l'article 102 de la Constitution, précisant à cet égard que «cet article avait toute sa pertinence pour organiser constitutionnellement la déclaration de vacance de la fonction du président de la République», alors que le «reste du dispositif qu'il met en place pour pourvoir à cette situation de vacance entre, par contre, en conflit frontal avec les revendications légitimes de la révolution démocratique pacifique en marche dans notre pays». «Ce premier mur est loin d'être infranchissable. Son franchissement ne dépend que d'une volonté politique claire et



PH.D.R.

résolue», a-t-il affirmé, ajoutant que «son levier se trouve dans l'hybridation politique et constitutionnelle que permet la mise en œuvre combinée des articles 102, 7 et 8 de la Constitution disponibles pour offrir la nécessaire couverture constitutionnelle aux aspects politiques du règlement de la crise actuelle». M. Benflis a indiqué que le second mur qui «se profile à l'horizon, si rien n'est entrepris dans l'intervalle», c'est le dépôt dès le 23 de ce mois des candidatures aux présidentielles auprès du Conseil constitutionnel, notant qu'avec ce dépôt, le processus électoral

effectif «entamera sa marche», alors même qu'«aucune condition exigible pour la bonne tenue des présidentielles n'a été remplie». «Dans le contexte actuel et en l'absence du moindre accord sur sa préparation, son organisation et son contrôle, la tenue des présidentielles à l'échéance fixée est loin, très loin, d'être la solution à la crise. Elle présente tous les risques réels d'en être un facteur aggravant», a-t-il affirmé, plaçant pour le report des présidentielles pour «permettre leur tenue ultérieure dans les conditions les plus acceptables et les moins récusables». Pour l'ancien

Chief du gouvernement, le troisième mur à franchir, c'est l'échéance du 9 juillet prochain avec l'arrivée à son terme de la période de 90 jours nécessaires à l'élection d'un nouveau président de la République conformément à l'article 102 de la Constitution. Concernant le dialogue national, M. Benflis a souligné que «nos efforts doivent se concentrer sur le franchissement du premier mur qui nous ferme actuellement la voie du règlement», relevant que «si le dialogue permet le franchissement réussi du premier mur, il empêchera du même coup l'apparition

prévisible des deux autres dans un avenir bien proche». «Cela veut dire aussi que ce dialogue doit être pourvu des moyens de sa réussite», a-t-il indiqué, relevant l'existence de la problématique des «interlocuteurs valables et crédibles» que le dialogue doit réunir. Il a, à ce propos, estimé que la partie invitante à ce dialogue «doit être d'une autorité morale et politique incontestable». «Cette partie invitante ne devrait d'aucune manière et en aucune circonstance être elle-même un facteur d'empêchement de la simple amorce du processus de dialogue», a-t-il poursuivi. Selon M. Benflis, le cadre du dialogue dont il s'agit «doit consister en une sorte de feuille de route assurant au pays une continuité institutionnelle transitoire jusqu'à l'élection du prochain président de la République». «Il y a, enfin, l'objectif précis de ce dialogue qui doit être fixé. Il s'agit de l'élection du président de la République dans des conditions qui lui confèrent toute la représentativité, la crédibilité et la légitimité pour mener à bonne fin son mandat qui sera de toute évidence le mandat de la transition démocratique véritable à laquelle notre peuple aspire et que notre pays attend», a conclu M. Benflis.

L. M./APS

## Prévisions météo

## Des températures «au-dessus» de la normale durant le ramadhan

Les températures durant ce mois de mai, qui coïncide avec le mois de ramadhan, seront «chaudes», en dépassant la normale sur l'ensemble du pays, indique hier le Centre climatologique national (CCN). «Les températures moyennes du mois de ramadhan seront très

probablement (à plus de 50% de chance) anormalement chaudes», selon les prévisions du CCN, précisant que «la température moyenne mensuelle est prévue de dépasser celle de la normale de +1 à +2 degrés Celsius sur l'ensemble du pays». La température moyenne «variera

entre +22 et +26 C sur tout le nord du pays et atteindra +34 C au Sud en moyenne», alors que les températures maximales «pourront dépasser les valeurs sus-indiquées dans les après-midi», ajoute la même source. Concernant les précipitations, il est attendu qu'elles soient «très

probablement déficitaires sur toutes les régions côtières et les Hauts-Plateaux de tout le nord du pays», note le CCN. Ainsi, les régions des Hauts-Plateaux Est et Ouest et celles du littoral central ont de «fortes chances» (plus de 50%) d'observer moins de pluie que d'habitude pour ce

mois de mai, où les déficits pluviométriques «atteindront ou dépasseront les 30 mm». Les régions du nord du Sahara jusqu'au sud observeront, quant à elles, plutôt des «conditions normales», précisent également le CCN, relevant de l'Office national de la météorologie.

L. M.

## El-Oued

## La phœniciculture dans le Ghaout, véritable patrimoine agricole et touristique

Le système traditionnel des «Ghaout», en usage pour la culture du palmier dans la région du Souf (wilaya d'El-Oued), au regard de ses spécificités naturelles, est unique et bénéficie d'un classement par la FAO (Organisation mondiale pour l'agriculture et l'alimentation) en 2011 comme patrimoine agricole et un repère touristique qui gagnerait à être préservé. Le Ghaout, ou pyramide inversée, est non seulement un mode cultural efficace mais aussi un site touristique par excellence, que ce soit pour le tourisme intérieur qu'étranger, au vu de ses caractéristiques singulières reflétant le génie de ses concepteurs qui ont permis l'émergence de palmeraies verdoyantes et source vivrière pour la population, dans un espace géographique saharien, aride et hostile, mais aussi le développement d'une variété de datte de haute qualité connue sous l'appellation de «Baâli». Il se présente sous forme de dépression déblayée de manière traditionnelle (avec des couffins

de paille et des bêtes de somme) au milieu de dunes de sable, à une profondeur atteignant les 20 mètres pour un diamètre de 80 à 200 mètres, selon le président de la Chambre d'agriculture de la wilaya. L'objectif étant d'aménager un espace pour la plantation du palmier à un niveau assez bas permettant à ses racines de se rapprocher de la nappe phréatique pour y puiser et absorber directement ses besoins en eau, sans devoir recourir à l'irrigation, a expliqué Bekkar Ghemmam Hamed. Cette technique phœnicicole ancienne offre aussi l'avantage, en plus d'une économie en matière de mobilisation des eaux d'irrigation, de libérer l'agriculteur d'une tâche contraignante pour se consacrer à d'autres occupations, ne restant plus dans le processus cultural du palmier que les opérations d'élague et de pollinisation au printemps et la cueillette des dattes en automne. L'Organisation de la FAO a appelé, par le biais de son bureau à Alger et ses nombreuses visites de tra-

vail, au titre de la Coopération Algérie-FAO, à la réhabilitation du «Ghaout» pour le sauvegarder, et ce, à travers un programme d'appui et d'orientation des agriculteurs, a fait savoir M. Ghemmam Hamed.

### Craines pour les Ghaout de la baisse de la nappe phréatique

Pour leur part, plusieurs exploitants de Ghaout ont interpellé à travers des correspondances les autorités administratives concernées pour protéger ce système agricole ancien des risques que lui fait peser l'attribution de terres agricoles à proximité, dans le but de préserver la nappe phréatique sur laquelle repose principalement le système du Ghaout et d'éviter la soif et la perte de ses palmiers. Des promesses leur ont été données dans le sens de l'étude de leurs préoccupations pour un règlement pratique de cette question, a soutenu le même res-

ponsable. Dans ce contexte, le président de l'association «El-Waha pour le Ghaout Baâli», Ahmed Boudissa, propriétaire de Ghaout dans la région de Sendrou, dans la commune de Nakhla (20 km au sud d'El-Oued) où se trouve le plus grand nombre de ces Ghaout (69), a fait part de la menace qui pèse sur ce système d'exploitation agricole typique. Il évoque principalement la création d'exploitations agricoles à proximité, accompagnée du forage de plusieurs puits d'irrigation qui ont entraîné une baisse du niveau de la nappe phréatique d'où puisent les palmiers du Ghaout leurs besoins en eau. L'association appelle pour cela à l'application des clauses de l'arrêté de wilaya portant protection des palmeraies de Ghaout, notamment dans la région de Sendrou, faisant d'elles des sites «préservés» et les mettant à l'abri de l'accroissement des cultures saisonnières ayant nettement affaibli la nappe phréatique, a-t-il ajouté.

Yanis F.



## Organisation mondiale du commerce

## Guterres plaide pour une réforme «équitable et durable»

■ Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a plaidé pour «une réforme équitable, légitime et durable» de l'OMC, affirmant que les tensions commerciales ne font que des perdants.

Par Mahi O.

Ph.D. R.

**A** lors que le différend commercial entre les Etats-Unis et la Chine s'amplifie, le chef de l'ONU a appelé à résoudre ces tensions par «le dialogue multilatéral» et la collaboration pour maintenir un système du commerce mondial non discriminatoire, crucial notamment pour les économies «les plus vulnérables». Dans son discours devant le Conseil général de l'OMC, publié par l'ONU, Guterres a reconnu que la mondialisation avait «alimenté les peurs et les angoisses». Guterres a rappelé que l'esprit du multilatéralisme fait face aujourd'hui à une pression croissante. Une menace reflétée par ces tensions commerciales qui «constituent un revers majeur pour la revitalisation du partenariat mondial pour le développement durable». Or, lorsque les tensions commerciales montent, «il n'y a pas de gagnant, mais seulement des



perdants, en particulier parmi les pays en développement», a-t-il prévenu, reconnaissant que «la mondialisation avait affaibli sérieusement le soutien populaire au multilatéralisme commer-

cial». Le chef de l'ONU a insisté sur la propagation «des sentiments anti-mondialisation chez ceux qui se sentent laissés pour compte, alors que les inégalités croissantes ont mis en évidence le fait que la mondialisation crée à la fois des gagnants et des perdants». Face au mécontentement croissant suscité par la mondialisation, les tensions commerciales se sont intensifiées au cours de l'année écoulée pour menacer la croissance du commerce international et le fondement même du système commercial multilatéral fondé sur des règles, a-t-il poursuivi. Guterres a reconnu que tous les pays n'ont pas été en mesure de tirer pleinement parti des possibilités offertes par la mondialisation des échanges et l'intégration économique. En conséquence, beaucoup continuent d'être à la traîne. Vendredi les négociations commerciales entre les Etats-Unis et la Chine se sont poursuivies à Washington malgré la décision du président Trump de surtaxer 200 milliards d'exportations chinoises. Le président Trump a salué cette décision, affirmant que ces droits de douane apporteraient beaucoup plus de richesses aux Etats-Unis qu'un accord traditionnel même exceptionnel. «Nous nous sommes engagés depuis longtemps dans une relation inéquitable avec la Chine. Ils ont renié leurs engagements vis-à-vis de l'OMC, notamment en matière de propriété intellectuelle», a indiqué Trump dans un tweet. **M. O./APS**

## Prix

## Le pétrole finit en ordre dispersé

**L**es prix du pétrole ont terminé en ordre dispersé dans un marché toujours partagé entre l'impact du conflit commercial sino-américain sur la demande en brut et les conséquences sur l'offre des sanctions contre l'Iran. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet a clôturé à

70,62 dollars à Londres, en hausse de 23 cents par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour le contrat de juin a perdu 4 cents à 61,66 dollars. Signe des forces opposées qui agissent sur le marché ces jours-ci, le pétrole, comme les autres actifs financiers à risque, n'a pas

beaucoup souffert vendredi de l'entrée en vigueur de nouveaux droits de douane américains contre la Chine. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires, dont la Russie, décideront fin juin de renouveler ou non leur accord de limitation de la production. Pour l'instant, les

exportateurs de l'Opep n'ont pas augmenté leurs extractions pour compenser le durcissement des sanctions américaines contre l'Iran, une stratégie opposée à celle adoptée en 2018, quand une réaction anticipée du groupe avait conduit à la fonte des prix au quatrième trimestre. **Salem K.**

## Grande-Bretagne

La croissance atteint 0,5% au 1<sup>er</sup> trimestre

**L**a croissance britannique a accéléré au premier trimestre et atteint 0,5. Cette hausse du produit intérieur brut (PIB) en ce début d'année par rapport à celui du quatrième trimestre (+0,2%) est conforme aux attentes des analystes. L'Office national des statistiques (ONS) a sinon mainte-

nu son estimation de la croissance pour 2018, au cours de laquelle elle avait ralenti à 1,4% du fait d'une réticence des entreprises à investir face aux incertitudes du Brexit. A 0,5%, la croissance britannique est plus vigoureuse que celle de la zone euro sur la même période (+0,4%) et en particulier

que celle de la France (+0,3%). Au premier trimestre, les entreprises ont augmenté leurs investissements (+0,5%), après quatre trimestres consécutifs de repli, a précisé l'ONS dans un communiqué. Mais la consommation des ménages s'est bien tenue elle aussi (+0,7%), les Britanniques

ne semblant pas trop rechigner à la dépense malgré l'ambiance anxiogène de crise politique prédominante au Royaume-Uni cet hiver. Initialement prévu pour le 29 mars, le Brexit a finalement été repoussé au 31 octobre du fait d'une paralysie politique à Westminster où la Première

ministre conservatrice Theresa May a échoué à faire voter au Parlement son accord de sortie négocié avec Bruxelles. Toujours du côté de la demande, la croissance a en revanche été freinée par l'aggravation du déficit commercial britannique à son plus haut niveau depuis 50 ans. **N. T.**

## Japon

## La consommation des ménages en hausse de 2,1%

**L**a consommation des ménages au Japon a enregistré une hausse de 2,1% en mars sur un an, son troisième mois nettement positif d'affilée après une longue phase de morosité. Ce résultat va au-delà des prévisions des économistes interrogés par le groupe Nikkei : ils s'attendaient pour mars à +1,7%.

Cette série est vue comme une bonne nouvelle pour l'économie japonaise qui souffre depuis des années d'un écart trop important entre une offre surabondante et une consommation jugée atone, ce qui contribue à tirer les prix vers le bas, au grand dam de la banque centrale. Cette dernière fait tout son possible depuis six

ans pour tenter d'obtenir une inflation de l'ordre de 2%, en vain. Le rebond actuellement constaté pourrait ne pas durer, les citoyens étant en effet possiblement tentés d'acheter maintenant avant que n'augmente le 1<sup>er</sup> octobre la taxe sur la consommation (équivalent de la TVA française) qui doit passer de 8%

aujourd'hui à 10%. Dans le détail, les bons chiffres de mars s'expliquent surtout par une progression des dépenses liées au logement et par les achats de biens semi-durables (meubles, équipements domestiques, vêtements), que l'on ne renouvelle pas essence pas tous les mois. Les frais de transport et télécom-

munications ont aussi été plus élevés, mais les opérateurs de services mobiles ont promis de baisser de 20% à 40% leurs tarifs dans les prochains mois, ce qui devrait se voir dans les statistiques de consommation. Les dépenses d'éducation ont aussi également été plus fortes. **Agences**

## Norvège

## L'inflation reste stable à 2,9% en avril

**L'**institut norvégien de statistiques (SSB), a annoncé que l'inflation en Norvège est restée stable en avril, à 2,9% sur un an, la baisse des prix dans l'alimentaire et les vêtements ayant compensé une nette hausse du prix des billets d'avion. Indicateur retenu par la Banque de Norvège pour sa politique

monétaire, l'inflation sous-jacente, qui exclut l'énergie et les variations fiscales, a parallèlement décéléré d'un point, à 2,6%, a indiqué cet institut dans un communiqué. Supérieur aux attentes des économistes et de la banque centrale, ce chiffre renforce les chances d'une nouvelle hausse imminente des taux

d'intérêt. Jeudi, la Banque de Norvège avait laissé son taux directeur inchangé, à 1,0%, tout en prévoyant «très probablement» un relèvement en juin. A contrecourant des autres banques centrales, elle a déjà procédé à deux hausses ces derniers mois sur fond de croissance économique vigoureuse

soutenue par la remontée du prix des hydrocarbures et la faiblesse de la couronne norvégienne. Son objectif officiel de politique monétaire est une inflation sous-jacente stable autour de 2,0%. Or, le rebond du prix du pétrole, dont la Norvège est le plus gros producteur en Europe de l'Ouest, a dopé les investisse-

ments dans le pays scandinave et, par ricochet, les prix. «Nous pensons que les chiffres d'aujourd'hui confortent les indications de la Banque de Norvège d'hier concernant une hausse des taux en juin», ont commenté les économistes de DNB Markets. **R. E.**

Souk Ahras

# Réception de plusieurs établissements scolaires à la prochaine rentrée scolaire

■ Plusieurs établissements scolaires de différents cycles éducatifs, susceptibles de réduire le taux d'occupation par classe et d'améliorer les conditions pédagogiques, dans la wilaya de Souk Ahras, seront réceptionnés à la prochaine rentrée scolaire 2019-2020, a-t-on appris du directeur de l'éducation.

Par Nabila T.

Il s'agit de la réception de 2 lycées, le premier au niveau du plan d'occupation du sol (POS) N9 de la ville de Souk Ahras et le deuxième dans la ville de M'daourouch, ainsi que 4 collèges d'enseignement moyen (CEM), dont 2 au niveau du POS N10 du chef-lieu de wilaya, qui verra «prochainement» une opération de distribution de logements, d'où l'importance de prendre en charge la scolarisation des élèves de cette nouvelle cité, a expliqué Salah Bendada. Deux autres CEM réalisés dans les communes de Sédrata et de Oued Keberit, ainsi que 6 groupements scolaires, dont 3 dans

la ville de Souk et 3 autres dans les communes de Taoura, Henancha et Merahna, seront également mis en service au titre de la prochaine rentrée scolaire, a ajouté le même responsable. Seront également ouverts 5 annexes de CEM, respectivement au lieu-dit «El Karia» dans la commune de Ouled Driss, à Ouled Abbas (commune de Sidi Fredj), à Lefouidh (commune de Ouled Moumen), ainsi qu'à Boukebeche, Bouilane et Bir El Hadj Tayeb dans la commune de Oum El Adhaim, a fait savoir la même source. Un projet d'extension de 100 classes du cycle primaire a été récemment lancé en vue de venir à bout du problème de la surcharge dans les classes à travers les établissements sco-



laires de la wilaya de Souk Ahras, a indiqué le directeur local de l'éducation. Il a souligné, par ailleurs, que 2 cantines scolaires, un terrain matico et plusieurs espaces de jeux, seront livrés durant la même période dans les communes de Ouled Moumen, Ouilène ainsi qu'au groupement d'habitat de la commune de Bir El Hadj Tayeb de la commune de Oum El Adhaim. La santé scolaire dans la wilaya de Souk Ahras a été également renforcée à la faveur de la réception

de 14 unités de dépistage et de suivi (UDS) ainsi que 5 fauteuils dentaires et ce, dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, a informé la même source. Parallèlement, une opération de réhabilitation et de mise à niveau de 70 établissements primaires, pour laquelle une enveloppe financière de l'ordre de 150 millions de dinars a été consacrée dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, a été récem-

ment lancée à travers le territoire de la wilaya, a annoncé M. Bendada. Il a également ajouté qu'un montant de 100 millions de dinars a été mobilisé en vue de réhabiliter 4 établissements scolaires dans la commune Souk Ahras, dans la réalisation remontée à l'époque coloniale, à savoir les établissements scolaires «Pasteur», «Ibn Khaldoun», «Mouloud Feraoun» et «Mohamed-Tahar Douaïssia».

N. T.

Skikda

## Plus de 1000 logements de type location-vente à attribuer «avant fin ramadhan»

Un quota de plus de 1 000 logements de type location-vente sera attribué la nuit du 27<sup>e</sup> jour du ramadhan au pôle urbain de Bouzaâroura, dans la commune de Filfila (à l'est de Skikda), a annoncé le wali, Hadjri Derdouf.

Inspectant cette nouvelle ville en compagnie de représentants de citoyens, concernés par ce programme de logements, le chef de l'exécutif a fait part de l'attribution «dans les semaines à venir», soit après l'achèvement des travaux d'aménagement extérieur, de 1 150 logements de type location-vente de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) sur un programme de 2 800 unités similaires prévues dans cette nouvelle ville.

Le chef de l'exécutif local, qui a annoncé également la distribution de 1 500 logements publics locatifs (LPL) dans cette nouvelle ville, a précisé que le premier quota d'environ 700 unités sera destiné aux occupants de la vieille ville (notamment ceux des

constructions classées en zone rouge par les services techniques qui ont fait ressortir 101 habitations à démolir) et le reste pour les habitants de la vieille ville et ceux de la cité El Arais de Filfila. Hadjri Derdouf a appelé les occupants des bâtisses concernées par la démolition (zone rouge) à signer des engagements pour ne pas ramener d'autres personnes dans ces logements qui seront évacués et démolis, assurant que leurs logements leur seront distribués

d'ici au mois de juillet au plus tard», soit après la validation des dossiers des bénéficiaires dans le fichier national.

Le retard enregistré dans la perception des budgets alloués pour les travaux d'aménagement extérieur (raccordement aux réseaux d'assainissement, de l'électricité et du gaz) a été à l'origine du retard enregistré dans la réception de ces logements, a souligné le même responsable. L'opération d'attribution des logements se fera parallèlement

avec la réception de trois écoles primaires, d'un collège d'enseignement moyen (CEM) et d'un lycée dans ce même pôle urbain pour permettre aux familles bénéficiaires de scolariser leurs enfants.

La wilaya de Skikda a bénéficié d'une enveloppe financière de 61 milliards DA destinée à la réalisation de logements, tous segments confondus, et différentes structures d'accompagnement dans la nouvelle ville Bouzaâroura, a-t-on rappelé. Il

s'agit de 20 infrastructures dépendantes de divers secteurs et 5 300 logements de différentes formules dont les travaux de réalisation sont en cours. La localité de Bouzaâroura, située entre Larbi Ben M'hidi et la commune de Filfila, plus précisément à proximité de la zone industrielle pétrochimique de Skikda, a été retenue pour abriter un hôpital régional pour les brûlés de 3<sup>e</sup>me degré.

Anissa H. /APS

Tébessa

## Réhabilitation d'établissements éducatifs en prévision de la rentrée scolaire

Le secteur de l'Éducation de la wilaya de Tébessa a bénéficié de plusieurs opérations de réhabilitation d'établissements en prévision de la prochaine rentrée scolaire 2019-2020, a indiqué jeudi le directeur de l'équipement public, Badreddine Khiri.

Le même responsable a précisé à l'APS que ses services ont entamé «depuis le début de l'année en cours» une vaste opération de réhabilitation de 107 établissements scolaires, tous cycles confondus, afin d'améliorer les conditions de scolarisa-

tion des écoliers. A cet effet, 72 écoles primaires ont bénéficié d'une opération de réhabilitation à travers plusieurs communes de la wilaya de Tébessa, nécessitant un investissement de l'ordre de 345,9 millions DA, a fait savoir M. Khiri. Les travaux ont été

achevés au niveau de 40 écoles, tandis qu'ils avancent dans 32 autres établissements à un rythme «acceptable». Par ailleurs, plus 157,4 millions DA ont été mobilisés pour la réhabilitation de 24 CEM, dont 13 ont été réceptionnés, a révélé M. Khiri, ajoutant que 11 lycées ont bénéficié d'une réhabilitation pour un montant de 695 millions DA, et dont les travaux au niveau de deux établissements de ce cycle scolaire ont été achevés. D'autre part, la wilaya de Tébessa a bénéficié, durant l'année 2019, d'une enveloppe financière du fonds commun des collectivités locales (FCLL) de l'ordre de 522 millions DA, octroyés pour la réhabilitation de plusieurs écoles primaires.

A. O.

Batna

## 464 foyers raccordés à l'électrification rurale à Gosbat et Guigba

Au total, 464 foyers des communes de Gosbat et de Guigba (wilaya de Batna) ont été raccordés mercredi au réseau d'électrification rurale. Cette opération, qui a nécessité une enveloppe financière de 102,7 millions de dinars, a ciblé le raccordement au réseau d'électrification rurale de 250 foyers de la mechta de Ouled Abbas (commune de Gosbat) et 214 habitants du centre de Tibhirine (commune de Guigba), selon les

explications fournies sur les lieux par la directrice de l'énergie, Razika Yahiaoui. Le coup d'envoi des travaux de raccordement à cette énergie au profit de plus de 1 400 logements des communes de Gosbat, de Guigba et de Talkhemt, a été également donné pour un montant de 268 millions de dinars, a-t-on relevé. Le wali de Batna, Farid Mahmoudi, qui a supervisé cette opération, a mis l'accent sur la nécessité de livrer les projets de

raccordement de ces mechtas éloignées au réseau d'électrification rurale «avant le 5 juillet prochain». Le même responsable pris connaissance des préoccupations des citoyens qui ont réclamé l'approvisionnement en eau potable, le raccordement aux réseaux d'électricité et du gaz naturel, ainsi que le désenclavement, notamment de la mechta de Ouled Abbas (commune de Gosbat).

M. Y./R. R.



Sahara occidental

# Les Sahraouis célèbrent le 46<sup>e</sup> anniversaire de la création du Front Polisario

■ Le peuple sahraoui a célébré vendredi le 46<sup>e</sup> anniversaire de la création du Front Polisario (10 mai 1973), dans un contexte marqué par les acquis réalisés en faveur de la cause sahraouie au double plan continental et international et l'attachement des Sahraouis à leur droit à l'autodétermination.

Par Moncef B.

Les acquis réalisés pour la cause sahraouie se veulent «une réaffirmation de la reconnaissance du Front Polisario en tant que seul représentant légitime du peuple sahraoui dans sa lutte pour la liberté et l'indépendance, et de l'attachement des Sahraouis à leur droit inaliénable à l'organisation d'un référendum d'autodétermination», a indiqué l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Les Sahraouis célèbrent cet anniversaire à la lumière de développements «sans précédent» survenus aux niveaux international et continental et d'un intérêt croissant à la cause sahraouie, à travers l'appel du Conseil de sécurité dans son dernier rapport à la reprise des négociations entre les parties au conflit, à savoir le Front Polisario et le Royaume du Maroc.

Les Nations unies avaient supervisé la table ronde, organisée les 5 et 6 décembre 2018, dans le cadre des négociations directes entre les parties au conflit, en vue de relancer le processus onusien visant le règlement du conflit au Sahara occidental et le respect du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

L'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Köhler, avait présidé les travaux de la deuxième table ronde sur le Sahara occidental occupé, en présence des parties au conflit (Maroc et Front Polisario) et des pays voisins, l'Algérie et la Mauritanie. La dernière décision du Conseil de sécurité onusien 2468 portant prorogation du mandat de la Minurso de six mois au lieu d'une année «reflète l'intérêt accordé par ce Conseil à la cause sahraouie et à trouver rapidement une solution garantissant au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination, conformément à la Charte onusienne et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité».

La célébration du 46<sup>e</sup> anniversaire de la création du Front Polisario dans un contexte marqué par les «acquis» politiques et diplomatiques, dont la consécration du statut du Sahara occidental en tant que membre fondateur de l'OUA (UA actuellement), et ce «en dépit des complots du Maroc et de ses alliés», a ajouté SPS.

Dans ce contexte, l'UA a joué un rôle dans la relance de la question sahraouie, en contraignant le Maroc à s'asseoir aux côtés des Sahraouis lors de toutes les rencontres organisées par l'organisation panafricaine



dont Afrique-Japon et Afrique-Union européenne.

Quant à la bataille juridique menée par le Front Polisario notamment au niveau de l'UE, la décision de la Cour de justice de l'Union européenne de février 2018 qui considère que l'inclusion du territoire du Sahara occidental dans le champ d'application de l'accord de pêche est «une violation» de plusieurs règles du droit international commun régissant les relations UE-Maroc, notamment le principe d'autodétermination, a constitué «un tournant décisif» pour la question sahraouie.

Cette décision a été appuyée par une autre décision de la CJUE, rendue en décembre 2016, stipulant que Maroc et le Sahara occidental sont deux territoires distincts, et par conséquent tout accord conclu entre l'UE et le Maroc «ne peut inclure les territoires sahraouis», et toute exploitation des ressources naturelles sahraouies «exige le

consentement du peuple sahraoui, à travers son seul et unique représentant légitime, le Front Polisario».

La décision de la CJUE a été accueillie favorablement par le peuple sahraoui et la communauté internationale, qualifiée même de «victoire» pour le peuple sahraoui, ayant permis d'impulser le processus de règlement de la question sahraouie.

Le Front Polisario jouit d'une place privilégiée, étant le représentant unique et légitime du peuple sahraoui et un partenaire dans la réalisation de la paix dans la région, avec la reconnaissance de l'ONU et de toutes les organisations internationales. En revanche, aucun Etat ou organisation ne reconnaît les visées expansionnistes du Maroc au Sahara occidental qui demeure une question de décolonisation, selon les résolutions et recommandations de l'Assemblée générale de l'ONU et de son Conseil de sécurité, a

précisé SPS.

## Poursuite de l'intifada des Sahraouis dans les territoires occupés

Dans les territoires occupés les Sahraouis continuent de lutter contre l'occupation marocaine et poursuivent de leur intifada pacifique, en dépit d'une terrible répression marocaine, au moment où plusieurs organisations et instances internationales condamnent les pratiques du régime marocain et l'ONU souligne la nécessité de respecter le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, tout en appelant le Maroc à améliorer la situation des droits de l'homme, à travers un mécanisme onusien chargé du contrôle et de l'élaboration de rapports et des mesures conformes aux exigences du droit international, dans la perspective d'un règlement juste et équitable et le respect du droit du peuple sahraoui

à l'autodétermination et à l'indépendance.

Sur le plan militaire, la création du Front Polisario est célébrée au moment où l'Armée de libération populaire sahraouie se renforce en éléments et en logistique, en comparaison à la bande de résistants qui avait déclenché la lutte armée, il y a 40 ans déjà, tandis que l'Etat sahraoui a commencé à exercer sa souveraineté sur les territoires recouverts lors de la guerre de libération, à travers l'établissement d'institutions socio-culturelles et administratives organisées et régies par des mécanismes juridiques et législatifs sahraouis, ajoute la SPS.

Cette célébration permet aux «citoyens sahraouis de tirer des enseignements dans l'espoir de fonder un Etat fort, parachever la souveraineté nationale sur tout le territoire et la préserver de toute menace. C'est également une opportunité pour rassembler toutes ses forces et tracer la voie vers la victoire, la liberté et l'indépendance».

Le Front Polisario célèbre son anniversaire au moment où les unités de l'Armée sahraouie se déploient sur tous les territoires libérés et le long du mur de la honte, en consécration de son attachement durable à l'intégrité de ses territoires libérés.

Le secrétariat de l'organisation politique du Front Polisario a tracé un programme riche au niveau de toutes les wilayas et les établissements, un événement à travers lequel d'anciens témoins parmi ceux qui ont assisté à la création du Front ont raconté leurs souvenirs sur cet événement.

En célébration de cette date, les festivités inscrites au programme de l'organisation politique du Front ont eu lieu dans les wilayas de Boudjedour, le 9 mai, de Dakhla et Smara, hier, et d'Ousserde et El-Ayoune, aujourd'hui.

M. B./APS

Libye

## L'ONU appelle les belligérants à une solution politique

Le Conseil de sécurité a appelé vendredi «toutes les parties» au conflit libyen «à revenir rapidement à la médiation politique de l'ONU» et «à s'engager à respecter un cessez-le-feu», dans une courte déclaration au ton modéré.

Seule «une désescalade» peut «aider à un succès de la médiation de l'ONU», ajoute la déclaration, qui n'évoque pas le projet britannique d'une résolution sur un cessez-le-feu, bloqué depuis plusieurs semaines par des divisions du Conseil de sécurité.

«La paix et la stabilité en Libye ne viendront que via une solution politique», affirme aussi la déclaration du Conseil, qui réitère

son soutien à la médiation de son émissaire Ghassan Salamé.

Après plus d'un mois d'offensive infructueuse des troupes du maréchal Khalifa Haftar pour s'emparer du contrôle de Tripoli, la situation semble dans l'impasse tant sur le plan militaire que sur le plan politique.

Les combats entre les forces du maréchal Haftar et ses rivaux ont fait 454 morts et plus de 2 000 blessés, selon un bilan vendredi de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Les affrontements et les bombardements ont fait aussi selon l'ONU plus de 55 000 déplacés en Libye, pays riche en pétrole.

Dans sa déclaration, le Conseil de sécu-

rité de l'ONU se dit «profondément préoccupé par l'instabilité à Tripoli et une situation humanitaire qui s'aggrave».

Peu après le déclenchement de l'offensive sur Tripoli le 4 avril, le Conseil de sécurité avait déjà mis en garde dans une déclaration contre la déstabilisation de la Libye, en réclamant aux forces de M. Haftar d'«arrêter tous ses mouvements militaires».

Selon des diplomates, la Russie, les Etats-Unis et le Koweït se sont prononcés lors de la négociation de la déclaration du Conseil contre un rappel à respecter l'embargo sur les armes imposé par l'ONU pour la Libye.

R. M.



## Yémen

# Les rebelles confirment un retrait imminent dans l'Ouest

■ Les rebelles Houthis au Yémen ont confirmé hier qu'ils allaient procéder à un redéploiement unilatéral dans trois ports de l'ouest du pays, au centre d'un bras de fer depuis 2018 avec la coalition progouvernementale.

Ce redéploiement, agréé lors de pourparlers tenus en décembre sous l'égide de l'ONU en Suède, devait commencer à 10h00 locales (07h00 GMT), a affirmé dans un tweet Mohammed Ali al-Houthi, un des chefs de la rébellion. Mais aucune confirmation n'a pu être obtenue de source indépendante à l'heure annoncée. S'il était mis en oeuvre, l'accord de désengagement dans la région de Hodeida constituerait la meilleure chance à ce jour de faire progresser la paix au Yémen où un conflit meurtrier se poursuit depuis plus de quatre ans, estiment des experts. L'ONU avait annoncé vendredi que les rebelles allaient se retirer des ports de Hodeida, Salif et Ras Issa, sur la mer Rouge, entre hier et mardi, dans le cadre de l'accord arraché en Suède. Annoncé à plusieurs reprises par l'ONU, notamment en février et en avril, le désengagement effectif des belligérants tarde à être mis en

oeuvre. Mohammed Ali al-Houthi a expliqué sur Twitter que le «retrait unilatéral» des rebelles survenait en raison du «refus» de la coalition progouvernementale soutenue par Ryad d'appliquer l'accord conclu en Suède. Il a notamment mis en cause l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, les États-Unis et la Grande-Bretagne, qualifiés de «pays de l'agression». Le redéploiement doit être supervisé par une mission d'observation de l'ONU dirigé par le général danois à la retraite Michael Lollesgaard qui a salué prudemment vendredi «l'offre et l'intention» des Houthis de se désengager des ports de Hodeida, Salif et Ras Issa. Le gouvernement yéménite a salué ce retrait, tout en exprimant des doutes sur sa mise en oeuvre effective. «Nous saluons toute mesure en vue de la mise en oeuvre de l'accord de Suède sur le redéploiement dans des ports de la province de Hodeida, tout en mettant

en garde contre les tentatives de la milice (des Houthis) de tromper la communauté internationale», a déclaré sur Twitter le ministre yéménite de l'Information Mouammar al-Iryani. Selon lui, l'accord prévoit d'abord le retrait des Houthis de Salif et Ras Issa et la remise à l'ONU de cartes précisant où des mines ont été posées en vue de leur désactivation. Devraient suivre le retrait des Houthis du principal port de Hodeida et le retrait des forces progouvernementales d'une zone appelée Kilo 8, ainsi que la remise de cartes pour retirer les mines, a-t-il ajouté. M. Iryani a déclaré que tout redéploiement unilatéral rebelle sans contrôle et vérification conjointe de sa mise en oeuvre serait une «esquive et ne peut être accepté». La guerre au Yémen oppose des forces progouvernementales, appuyées militairement par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, aux rebelles Houthis, soutenus par l'Iran et qui contrôlent de vastes zones de l'ouest et du nord, dont la capitale Sanaa. Le conflit a tué des dizaines de milliers de personnes, dont de nombreux civils, selon diverses organisations humanitaires. Environ 3,3 millions de personnes sont toujours déplacées et 24,1 millions, soit plus des deux-tiers de la popula-



PH. &gt; D. R.

tion, ont besoin d'assistance, selon l'ONU. Une mission du Programme alimentaire mondial (PAM) a eu accès le 5 mai à des entrepôts de blé près de la ville portuaire de Hodeida, mais l'organisation onusienne y a signalé des tirs le 9 mai qui n'ont pas fait de victimes. «Le travail a repris» aux Red Sea Mills où sont stockées depuis septembre quelque 51 000 tonnes de blé, de quoi nourrir 3,7 millions de personnes

pendant un mois, a dit un porte-parole du PAM en rappelant toutefois que des charançons avaient infesté une partie du blé et que le rendement en farine serait inférieur à la normale. Le port de Hodeida est crucial pour les importations et l'aide humanitaire internationale au Yémen, dont certaines régions sont au bord de la famine.

Rosa C.



## Impuissance

Changement

Par Fouzia Mahmoudi

Comme cela arrive bien souvent en politique, cette semaine un ministre du gouvernement de l'ancien président français est intervenu pour critiquer ces successeurs. Et aujourd'hui c'est Bernard Cazeneuve, Premier ministre de François Hollande, qui intervient pour mettre en cause la stratégie politique de la majorité présidentielle. En effet, l'ex-chef de gouvernement juge «extraordinairement dangereux (...) d'enfermer le débat dans le pays entre les progressistes et les populistes», a-t-il expliqué vendredi lors d'une rencontre avec des jeunes en Seine-Saint-Denis. «Il est extraordinairement dangereux, comme le veut l'actuelle majorité d'enfermer le débat dans le pays entre les progressistes et les populistes, c'est-à-dire entre la droite et l'extrême droite», a affirmé Cazeneuve. «L'actuel gouvernement, ce qui n'est pas grave, ça s'assume (...) mène une politique qui est une politique classique de droite», a-t-il estimé, citant la politique fiscale d'Emmanuel Macron, la baisse des aides au logement (APL), la remise en cause d'un «certain nombre de services publics», tout cela «assorti (...) de phrases qui ne donnent pas le sentiment qu'on est dans la compréhension de la souffrance sociale». Or pour l'ancien ministre redevenu avocat, «il faut qu'il y ait une gauche». «Ces clivages existent encore», a-t-il souligné au cours d'un jeu de questions-réponses qui a duré un peu plus d'une heure. Cette gauche ne s'identifie pas à celle des Insoumis, mais à la gauche «humaniste, sociale-démocrate». «Moi, je ne me reconnais pas dans le discours des Insoumis. Parfois, dans la convergence qu'ils appellent la convergence des insurrections, je vois surtout l'organisation de la convergence entre des électors extrémistes», a-t-il dit. «La gauche pour moi c'est une espérance, ça n'est pas une colère (...) Je ne veux pas que le pays bascule», a-t-il ajouté. Alors que la gauche n'a jamais été aussi divisée, Cazeneuve a appelé chacun à jouer collectif : «Il n'y a pas de possibilité de reconstruire la gauche si on n'a pas compris que le rassemblement ne se fera que dans l'effacement des ego pour construire un destin collectif», a-t-il prévenu. Reste à savoir si ces déclarations ont été faites pour porter en réalité la vision de François Hollande auquel il reste très attaché. Ce dernier, deux années après la fin de son unique mandat, semble en effet mal vivre sa mise de côté de la vie politique après y avoir dédié sa vie et semble prêt à tenter une fois encore sa chance auprès des électeurs français qui n'ont jamais eu l'opportunité, comme ils l'ont avec Nicolas Sarkozy en 2012, de lui signifier par leur vote leur refus d'un second mandat. Toutefois, son impopularité record à l'époque semblait montrer clairement que les Français étaient prêts à changer de président et surtout de politique. Chose que leur avait promis Emmanuel Macron avant de devenir lui-même l'emblème de tous les maux d'une partie des Français qui réclament encore une fois le changement.

F. M.

## Iran

## Le Pentagone accentue sa pression militaire

Le Pentagone a annoncé vendredi l'envoi au Moyen-Orient d'un navire de guerre transportant des véhicules, notamment amphibies, et d'une batterie de missiles Patriot, s'ajoutant au déploiement dans la région d'un porte-avions face à des menaces d'attaques «imminentes» attribuées à l'Iran. C'est l'USS Arlington, un navire de guerre ayant à son bord des Marines, des véhicules amphibies ainsi que des équipements conventionnels de débarquement et des hélicoptères, qui a pris la direction du Moyen-Orient, ainsi qu'un système de défense aérienne Patriot. «Ces équipements vont se joindre au groupe de frappe du porte-avions "USS Abraham Lincoln" et au détachement spécial de bombardiers de l'US Air Force dans la région du Moyen-Orient en réaction à des indications sur une amélioration des préparatifs des Iraniens pour mener des opérations offensives contre les forces américaines et nos intérêts», a justifié le ministère américain de la Défense dans un communiqué. Le Pentagone a précisé «continuer à surveiller de près les activités du régime iranien, leur armée et leurs affidés», tout en assurant que les États-Unis «ne cherchent pas un conflit avec l'Iran». «Nous sommes en position et prêts à défendre les

forces et intérêts américains dans la région», a-t-il ajouté. L'annonce du déploiement dans le Golfe du porte-avions USS Abraham Lincoln et d'une force de bombardiers B-52 est intervenue dimanche soir dernier par un communiqué de la Maison-Blanche. Le conseiller à la sécurité nationale John Bolton y évoquait de manière très vague une «réponse à des indications et à des avertissements inquiétants qui ont engendré une escalade», avant d'adresser «un message clair et sans équivoque au régime iranien: nous répondrons de manière implacable à toute attaque contre les intérêts des États-Unis ou de nos alliés». Et vendredi, le Centcom, le commandement des forces américaines au Moyen-Orient et en Afghanistan, a annoncé que les B-52 étaient arrivés dans leur zone d'opération le 8 mai, sans préciser où ils se trouvaient. Dans un climat de tension exacerbée avec Washington, Téhéran a décidé mercredi de s'affranchir de deux des engagements de l'accord international visant à l'empêcher de se doter de la bombe atomique, accord que le président Trump a unilatéralement dénoncé il y a un an. L'Iran a ainsi fait savoir qu'il cessait de limiter ses réserves d'eau lourde et d'uranium enrichi, revenant sur

des restrictions consenties par l'accord conclu à Vienne en juillet 2015. Ces décisions, a précisé Téhéran, sont une réponse aux sanctions unilatérales imposées par Washington depuis sa sortie de l'accord, et qui ont porté un coup sévère à l'économie iranienne. Téhéran n'avait pas réagi hier à la dernière annonce américaine, mais plus tôt dans la semaine il avait minimisé l'importance de l'annonce concernant l'«USS Abraham Lincoln», affirmant que les forces iraniennes avaient observé l'entrée en Méditerranée de ce navire 21 jours plus tôt. «La déclaration de M. Bolton est une tentative maladroite d'utiliser une nouvelle déjà connue à des fins de guerre psychologique», avait déclaré Keyvan Khosravi, porte-parole du Conseil suprême de sécurité nationale. M. Trump de son côté avait affirmé jeudi être ouvert à des discussions avec l'Iran. «Je voudrais qu'ils m'appellent», a-t-il déclaré devant les journalistes à la Maison-Blanche. «Nous voulons simplement qu'ils n'aient pas d'armes nucléaires. Ce n'est pas demander beaucoup», a-t-il ajouté. Mais quelques heures plus tard, le Secrétaire d'État Mike Pompeo redisait que toute attaque de l'Iran s'attirerait une réponse «rapide et décisive» des États-Unis.



Alger

# Djamel Laroussi ouvre le 20<sup>e</sup> Festival culturel européen

■ Le 20<sup>e</sup> Festival culturel européen s'est ouvert vendredi soir à Alger, avec un concert époustouflant du chanteur et guitariste de jazz algérien, Djamel Laroussi, qui a enchanté le nombreux public dans une ambiance euphorique.

Par Adéla S.

Sous le slogan, «Les couleurs de l'Europe» et celui du «Vivre ensemble», choisis par les organisateurs du 20<sup>e</sup> Festival culturel européen, accueilli pour sa cérémonie inaugurale à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh, Djamel Laroussi a présenté une quinzaine de ses pièces qu'il a retravaillées avec la chorale africaine du «Vivre ensemble» et ses 80 voix sous la direction du Camerounais Mayam Cyrille. Dans un brassage de cultures et un mélange des genres réussis, le public a pu apprécier, 95 mn durant, la virtuosité et le génie créatif du guitariste gaucher, qui, après avoir fait chanter les spectateurs sur «Zina» et «Nkodo», les a invités à rejoindre les abords de la scène pour interagir en mouvement avec lui. Une belle fusion orchestrale animée par Hafid Saïdi à la basse, Smail Benhouhou au clavier, Lamine Sadi (chanteur chaâbi à la mandole), Toufik Doukari et Mourad

Bouchala au banjo, ainsi que Hafid Abdelaziz à la batterie et Hamza Zaghouani à la derbouka, a accompagné Djamel Laroussi, dans la bonne humeur et le professionnalisme qu'il a toujours exigés. Dans une ambiance électrique, l'artiste, dont les refrains étaient repris en chœur par le public, a entonné entre autres pièces «Laâfou», «Mazel», «Aho», «Marhaba», «Kitach Hilti», «Daâni ya Nadim», «Hasna» et «Etoile filante», esquissant quelques pas de danse au milieu de ses admirateurs. Très vite conquis par le guitariste gaucher, époustouflant de technique et de maîtrise de l'instrument, le public a cédé au déhanchement devant la scène, donnant du répondant aux artistes par des applaudissements répétés et des youyous nourris.

Interprétant «Amazing Grace» (Incroyable pardon), chanson dans le genre Gospel, rendu à voix nues, la Chorale africaine du «Vivre ensemble» a adressé une pensée chaleureuse à l'endroit des étudiants, Prosper Nduduz

du Zimbabwe et Assil Betala d'Algérie, qui ont perdu la vie à Annaba et Alger, respectivement, dans deux événements tragiques différents, suite à des agressions. Pimpant et souriant, Djamel Laroussi a embarqué l'assistance dans une randonnée onirique, prônant le lien et l'échange entre les cultures, dans une prestation de haute facture, très appréciée par les organisateurs du festival. Natif d'Alger, Djamel Laroussi a grandi sous l'influence des airs traditionnels du chaâbi, la variété occidentale et la musique anglo-saxonne. Parti à Cologne, en Allemagne, il y découvre le jazz et accompagne plusieurs artistes de renom pour se lancer en 1998 dans une carrière solo et produire depuis, quatre albums, «Sapoutaly» (1998), «Etoile filante» (2003), «Djamel Laroussi live» (2004) et «3 Marabouts» (2007). Djamel Laroussi est «sur le point de finir son prochain opus», a-t-il déclaré. Auparavant, l'ambassadeur et chef de la délégation de l'Union européenne en Algérie,



John O'Rourke, a donné lecture à l'allocution d'ouverture du 20<sup>e</sup> Festival culturel européen en Algérie, en présence de plusieurs représentants des différentes missions diplomatiques accréditées à Alger, et du directeur de l'Opéra d'Alger, Noureddine Saoudi.

Différents programmes alliant plusieurs styles de musique : traditionnelle, comme le fado, classique et moderne comme le jazz, le folk-rock ou encore la musique du monde, animeront cette 20<sup>e</sup> édition, durant laquelle

l'Italie, la Pologne et la Tchèque ont choisi de présenter des films et des spectacles de danse. Musique, danse et cinéma sont au programme du 20<sup>e</sup> Festival culturel européen qui se poursuivra jusqu'au 27 mai prochain à la salle Ibn Zeydoun de l'Office Riadh El Feth à Alger, ainsi qu'à Béjaïa, Oran et Tizi Ouzou. Seize pays européens animent le 20<sup>e</sup> Festival culturel européen en Algérie, à l'instar de l'Allemagne, la Suède, l'Espagne, la France, l'Autriche et le Portugal.

A. S.

Culture/ Ramadan/ Animation

## Béchar : coup d'envoi de la 2<sup>e</sup> édition de la manifestation «Souvenons-nous des amis artistes»

Les représentations de la deuxième édition de la manifestation culturelle et artistique «Souvenons-nous des amis artistes» ont débuté jeudi dans la soirée à la salle de plein air de la cinémathèque nationale de Béchar sous le signe «Tous pour un art de qualité».

Une centaine d'artistes du cru animent cette manifestation, dont le coup d'envoi a été donné par le nouvel orchestre de musique classique de Béchar, conduit par le musicien Amar Amroun, compositeur et auteur de plusieurs musiques de films et documentaires de télévision.

Le passage sur scène de cette formation n'a pas laissé indifférent le public présent à cette première soirée, qui a apprécié plusieurs morceaux de musique classique algérienne et autres, présentés par cette formation musicale composée d'une dizaine de musiciens de la région. Initiée par l'association culturelle et artistique «Saharienne», cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 30 mai courant, est «une contribution bénévole du mouvement associatif local pour le développement et la promotion des arts et des traditions culturelles et musicales de la Saoura durant le mois de ramadhan», a indiqué à l'APS le président de «Saharienne», Noureddine Rahou.

«Avec l'aide et la contribution de la cinémathèque nationale, nous avons organisé avec nos moyens financiers et logistiques cette manifestation, qui vient comme preuve que la société civile peut se prendre en charge et apporter sa part de contribution au développement culturel de la région», a-t-il souligné.

Cette deuxième édition de «Souvenons-nous des amis artistes» est un espace propice à la promotion des cultures et musiques traditionnelles et populaires de la Saoura, et ce, à travers la programmation de plu-

sieurs spectacles de troupes et formations musicales, de danses et chorégraphies traditionnelles de la région, signale M. Rahou.

La scène artistique de cette manifestation, dont les représentations sont prévues dès la fin des prières de «Tarawih», verra le passage des formations artistiques invitées, notamment celles de musique et danse Diwane, Hadra, Medh et Aissawa.

Cette dernière sera conduite par le cheikh Baba Zegmir, l'un des maîtres de cette voie soufie

dans le pays.

La troupe féminine de Medh de la région frontalière de Béné Ounif est également au programme de cette manifestation, dans le but de mettre en exergue le rôle des femmes dans la préservation et la promotion du chant religieux local, qui fait partie intégrante du patrimoine culturel et religieux de la Saoura, selon le responsable de l'association «Saharienne».

Cette troupe formée depuis deux années à l'initiative de l'association culturelle «Rahik», fait revivre toute une tradition de

Medh et autres chants religieux féminins et dont les textes chantés sont puisés dans les poèmes des différents poètes et chouyoukh de la Saoura, soit un patrimoine poétique de plusieurs siècles, selon M<sup>e</sup> Ikram Ayachi, représentante de cette troupe.

Des expositions de travaux artistiques (peinture, tableaux de sable, couture traditionnelle, d'artisanat et autres travaux artistiques) sont aussi au menu de cette manifestation, soutenue par des bienfaiteurs locaux.

Racim C.

Italie/Archéologie

## Découverte d'une salle deux fois millénaire à la Domus Aurea

Une équipe d'archéologues vient de mettre au jour à l'occasion de travaux de restauration une salle recouverte de fresques antiques dans la Domus Aurea (La Maison Dorée), palais impérial construit à Rome par Néron au 1<sup>er</sup> siècle.

C'est au cours d'une intervention réalisée il y a quelques jours dans une des salles de la Domus Aurea que les archéologues ont découvert, à travers une ouverture, une salle inconnue décorée de fresques, a expliqué vendredi le Parc archéologique du Colisée, qui supervise les travaux.

Baptisée «La salle du sphinx», cette chambre qui est en grande partie enterrée et dont seule la voûte est pour l'heure visible, «raconte l'atmosphère des années 60 du 1<sup>er</sup> siècle après JC à Rome», explique le Parc archéologique dans un communiqué.

La décoration picturale de la voûte est «bien visible et assez bien conservée», précise le communiqué.

Sur un fond blanc, on peut voir «des cadres tracés en rouge, contournés par des lignes de couleur jaune-ocre avec des bandes dorées ponctuées d'une dense série d'éléments végétaux», explique le parc archéologique. Dans chacun de ces cadres apparaissent diverses formes animales – une panthère, des oiseaux, des centaures cabrés, un sphinx isolé... – ainsi que des instruments de musique.

Les architectes et les archéologues ont procédé à la mise en sécurité et à la consolidation des fresques avant d'envisager une phase ultérieure d'excavation pour dégager la chambre dans sa totalité. Construite entre 64 et 68 ap. JC, l'immense et fastueuse

Domus Aurea occupait avec ses bâtiments, jardins et lac artificiel, le centre de la Rome antique.

Après la mort de Néron, en 68 ap. JC, ses successeurs voulurent détruire tout ce qui rappelait son souvenir. Trajan fit ainsi recouvrir la Domus Aurea de terre tandis que Vespasien lança la construction du célèbre Colisée à l'emplacement du lac artificiel.

De l'ensemble, laissé à l'abandon pendant des siècles, il ne reste plus aujourd'hui que des vestiges jalousement préservés.

Le site avait été redécouvert à la Renaissance par les grands artistes, dont Raphaël, qui étaient parvenus à se glisser dans l'une des pièces par un trou percé dans le toit pour y découvrir de magnifiques fresques dont ils se sont ensuite inspirés.

R. C.



Emirats arabes unis

## Benyettou signe un triplé

L'ANCIEN ATTAQUANT de l'ES Sétif, Mohamed Benyettou, 29 ans, a inscrit un triplé dans le championnat émirati, portant son total de buts à 14 cette saison, toutes compétitions.

L'attaquant passé par Al Shabab en Arabie Saoudite était présent dès le début de la rencontre lorsqu'il a ouvert le score à la 2<sup>e</sup> minute du jeu après avoir suivi un corner et mis le ballon au fond des filets de la tête. Quelques minutes après, à la 19', Benyettou envoie un missile à ras de terre des 35 mètres qui

trompe le gardien d'Al Dhafra, l'ancien attaquant du MO Bejaïa et du MC Oran a conclu son premier triplé en UAE à la 84' lorsqu'il a transformé un joli centre encore de la tête. Score final 5-1 pour Al-Fujairah face à Al Dhafra.

De son côté, l'attaquant qui était contacté par Djamel Belmadi avant le match de l'Algérie face au Togo devrait s'engager dès la fin du championnat avec le Club d'Al-Ittihad Kalba qui a réussi son maintien cette saison.

Escrime / Coupe du monde de sabre

## Les Algériennes sortent précocement

LES ESCRIMEUSES algériennes engagées dans l'étape de Tunis de Coupe du monde de sabre féminin ont été éliminées dès la phase de poule disputée vendredi au Palais des sports d'El Menzah (Tunis). Sur 164 sabreuses inscrites, la meilleure algérienne Chaïma Benadouda a pris la 140<sup>e</sup> place, alors que ses coéquipières Kaouther Mohamed-Belkbir et Sonia Abdiche, se sont respectivement

classées aux 157<sup>e</sup> et 162<sup>e</sup> rangs. Chez les messieurs, l'Algérien Akram Bounabi a également été éliminé dès la phase de poule de l'étape de Madrid de Coupe du monde de sabre masculin, ratant l'occasion de récolter des points en vue d'une qualification aux Jeux Olympiques de Tokyo-2020. Versé dans la poule 9, Bounabi a terminé la compétition à la 180<sup>e</sup> place sur 207 engagés.

## Tennis/Tournoi WTA en Turquie-Daikin Cup Series Inès Ibbou dans le dernier carré

LA JOUEUSE de tennis algérienne Inès Ibbou s'est qualifiée vendredi pour les demi-finales de la «Daikin Cup Series», un tournoi international féminin qui se déroule du 6 au 12 mai 2019 à Antalya (Turquie), après sa victoire en deux sets contre la Chinoise Ying Zhang. Un succès difficile pour l'Algérienne de 20 ans, car ayant souffert pour venir à bout de la tête de série N7, n'ayant que chèrement vendu sa peau (7-5, 7-5). En demi-finale, l'Algérienne devait être opposée à la Luxembourgeoise Eleonora Molinaro, 496<sup>e</sup> mondiale et tête de série N1 de ce tournoi à 15 000 USD, organisé sur les courts en terre battue du Starlight Resort. Il s'agit du quatrième tournoi consécutif à Antalya pour l'ex-championne d'Afrique «juniors», qui effectue son retour à la compétition après plusieurs semaines d'absence dues à une blessure. C'est la première fois qu'Ibbou arrive à atteindre un stade aussi avancé dans la compétition, car lors de ses trois précédentes participations, elle s'était faite précocement éliminée.

## Tournoi international ITF juniors de Prato : Rihane éliminé en demi-finale

De son côté, Youcef Rihane, a été éliminé en demi-finale du tournoi international ITF juniors de Prato (Italie), grade 2 de tennis, après sa défaite vendredi devant l'Australien Tristan Schoolkate, tête de série N 5, en deux sets (7-5 et 7-5). La belle aventure du jeune Algérien prend donc fin, après un excellent parcours qui l'a conduit au dernier carré du tournoi italien, après avoir éliminé en quart de finale l'Ukrainien Oleksandr Ovcharenko.

Pour rappel, Rihane est engagé dans le tableau final du prestigieux tournoi de Roland Garros Juniors 2019, prévu du 2 au 8 juin 2019, selon la première liste des admis, publiée mardi soir par les organisateurs sur le site de la Fédération internationale de tennis (ITF). L'Algérien, vice-champion d'Afrique, avait réussi la semaine dernière, à faire un bond exceptionnel au ranking mondial, passant à la 51<sup>e</sup> position après sa médaille d'argent arrachée à Marrakech (Maroc), lors du Championnat d'Afrique de la catégorie et ses sacres aux tournois internationaux ITF Juniors de Cap-d'Ail (France) et ITF Juniors de Tlemcen, disputés le mois d'avril dernier. Ces résultats lui ont permis également d'occuper la tête du classement continental.

FC Sion

## Le cas Abdellaoui expliqué dans un communiqué

La direction du FC Sion vient de publier un communiqué au sujet du problème cardiaque de l'international algérien, Ayoub Abdellaoui.

Le club suisse a indiqué : «Le joueur en question souffre d'une anomalie électrique cardiaque qui pourrait causer une arythmie».

La direction ajoute : «Une intervention préventive par cathéter est strictement conseillée afin d'éviter ces problèmes et sera réalisée ces prochains jours pour que le défenseur se trouve dans les meilleures dispositions possibles la saison prochaine». L'ancien défenseur de l'USM

Alger pourrait donc retrouver, la saison prochaine, les terrains de football. La carrière du défenseur de 26 ans n'est en aucun cas en danger.

Toutefois, la participation d'Ayoub Abdellaoui à la prochaine Coupe d'Afrique des Nations avec les Verts est très sérieusement compromise.

OGC Nice

# Les dirigeants ne lâchent pas Atal

■ Bien que le défenseur latéral de l'OGC Nice, l'Algérien Youcef Atal, soit la cible de nombreux grands clubs européens, il n'empêche que les dirigeants de ce club refusent d'entendre parler d'un éventuel transfert à la fin de la saison en cours.



Atal ne bougera pas selon les dirigeants

Par Mahfoud M.

En effet, les responsables de Nice se sont faits encore entendre avec une nouvelle déclaration du nouveau directeur technique Gilles Grimandi. Il a tenu à s'exprimer au sujet de l'avenir de l'international algérien, Youcef Atal, dans une déclaration à Canal+ Sport.

Le dirigeant azuréen a déclaré : «Pour moi, dans son projet carrière, il faut qu'il soit encore nigéris. Il est intransférable. Une offre de 50 M€ ? On verra quand elle sera là». Gilles Grimandi a ajouté : «Pour l'instant, il n'y a pas d'offre à cinquante millions.

Aujourd'hui, il n'y a pas d'offre tout court. C'est bien pour lui de refaire une année», avant d'enchaîner : «Il découvre la Ligue 1, s'il n'a pas convaincu les très grands clubs, il va les convaincre rapidement». L'ex-paciste qui avait évolué la saison dernière à Courterai, en Belgique, réalise des prouesses dans le championnat français avec le club du sud de la France qui ne s'attendait sûrement pas à le voir exploser durant la première saison de son contrat de quatre saisons signé avec lui. Cela a, d'ailleurs, attisé les convoitises de grands clubs du vieux continent dont Chelsea, le Bayern Munich, le PSG, l'Atletico Madrid et les deux

clubs italiens, l'Inter Milan et Naples, qui ont tous montré un grand intérêt pour le joueur. Toutefois, c'est le club de la capitale française, le PSG, qui a fait les choses en règle jusqu'à présent, en contactant son club pour connaître sa position et éventuellement faire une première offre. De son côté, le joueur tente de ne pas avoir trop la grosse tête et se concentre uniquement sur son parcours avec l'OGC, surtout qu'il s'apprête aussi à disputer une compétition très importante avec la sélection de son pays, à savoir la CAN 2019 qui aura lieu au mois de juin prochain au Caire.

M. M.

## Adversaires de l'EN à la CAN 2019 Sénégal : une première liste sera révélée par Cissé le 20 mai

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football du Sénégal, Aliou Cissé, va publier au plus tard le 20 mai une liste de 27 joueurs dont quatre réservistes, en prévision de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) prévue cet été en Egypte, rapporte la presse locale. Cissé devrait reconduire le même groupe qui avait pris part aux derniers matches (Madagascar et Mali) en mars dernier, indique la même source. «L'ossature qui doit aller à la Coupe d'Afrique est

déjà là et le travail continue. Il peut y avoir des révélations ou de nouveaux joueurs performants qui pourront apporter quelque chose au groupe», avait-il déclaré. Le Sénégal qui va effectuer son stage de préparation en Espagne, n'a jusqu'ici scellé qu'un seul match amical contre le Nigeria, prévu le 16 juin, soit à quelques jours de l'ouverture de la compétition qui se déroulera du 21 juin au 19 juillet prochains. Lors de la phase finale de la CAN 2019, le Sénégal évoluera dans le groupe C, aux côtés de l'Algérie, de la Tanzanie et du Kenya. Les Lions de la Téranga entameront le tournoi contre la Tanzanie le 21 juin avant d'affronter successivement l'Algérie le 25 juin et le Kenya le 29 juin.

caux dans le cadre de sa préparation en prévision de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2019 prévue en Egypte, a indiqué la Fédération du Kenya de football (FKF). Les Harambee Stars effectueront un stage de 19 jours à Paris qui sera ponctué par deux rencontres amicales contre respectivement Madagascar le 7 juin et la Gambie le 15 juin. Le lieu de ses deux matchs sera connu ultérieurement, a précisé la même source.

La sélection kenyane doit se rendre à Marcoussis (Paris) le 31 mai pour un stage de 19 jours dans les installations de la Fédération française de rugby avant de s'envoler pour le Caire, en Egypte, le 19 juin pour prendre part à la CAN 2019. De son côté, l'entraîneur français Sébastien Migné devrait dévoiler incessamment la liste des joueurs retenus pour ce stage. Le Kenya entamera la CAN 2019 face à l'Algérie le 23 juin, avant d'affrontera la Tanzanie le 27 juin et le Sénégal le 1er juillet.

## Deux matchs amicaux au programme de la sélection kenyane

La sélection kenyane de football disputera deux matchs ami-



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tunisie

## Sauvetage de 9 migrants après une panne de leur embarcation

UNE UNITÉ de la Marine nationale a réussi, samedi, à sauver 9 migrants tunisiens irréguliers suite à une panne de leur embarcation survenu près des côtes de Ghar El Melh (Bizerte), a déclaré le porte-parole du ministère de la Défense, le commandant Mohamed Zekri.

La même source, citée par l'Agence TAP, a précisé que la moyenne d'âge des migrants était comprise entre 24 et 46 ans, parmi eux figure une femme. Le groupe avait indiqué avoir pris le large hier soir depuis la ville de Bizerte dans le but de rejoindre l'Italie.

R. M.

Eurovision

## Plus de 100 artistes français dénoncent l'Eurovision 2019 en Israël

PLUS de 100 artistes français ont dénoncé dans une pétition l'organisation de l'Eurovision 2019 en Israël sur les ruines d'un village palestinien de Sheikh Muwannis, affirmant qu'ils n'iront pas en Israël «blanchir le système de discriminations légales et d'exclusion qui y sévit contre les Palestiniens». Les signataires de la pétition, dont des musiciens, des réalisateurs, des comédiens, des réalisateurs, des comédiens, écrivains et plasticiens, appellent France Télévisions et la délégation française à «ne pas servir de caution au régime israélien». Le groupe public France Télévisions va diffuser du 14 au 18 mai le Concours Eurovision 2019 qui se tiendra à Sheikh Muwannis, un des centaines de villages palestiniens vidés de leurs habitants et détruits en 1948, lors de la création de l'Etat d'Israël. Pour ces artistes, France Télévisions cherche «à nous divertir des violations des droits humains à l'égard des Palestiniens», soulignant que la discrimination et l'exclusion sont «profondément ancrées» en Israël, où notamment, rappellent-ils, la loi «Israël, Etat-nation du peuple juif» a été adoptée le 19 juillet 2018, proclamant que seuls les Juifs ont le «droit à l'autodétermination nationale», entérinant ainsi officiellement l'apartheid. «Le sens de l'histoire, de l'inclusivité et de la solidarité est plutôt du côté des nombreuses manifestations en Palestine et dans toute l'Europe,

appelant artistes et diffuseurs à ne pas se rendre en Israël. Par cette tribune, nous tenons également à participer à ce mouvement, pour manifester notre soutien aux artistes palestiniens, dans la guerre que leur mène Israël, ont-ils écrit, rappelant qu'en mars et avril 2018, des tireurs israéliens ont ciblé et tué des journalistes qui filmaient les manifestations pacifiques à Ghaza. «Des artistes palestiniens, actrices, acteurs et musiciens se voient régulièrement empêchés de voyager par les autorités d'occupation israéliennes, ou comme dans le cas de la poétesse engagée Dareen Tatour, emprisonnée pour "incitation au terrorisme", ont-il ajouté. Le collectif d'artistes français observe qu'Israël est un Etat qui considère officiellement la culture comme un instrument de propagande politique. «Nous, artistes et travailleurs culturels français qui signons cet appel, n'irons pas à Tel Aviv blanchir le système de discriminations légales et d'exclusion qui y sévit contre les Palestiniens, et nous appelons France Télévisions et la délégation française à ne pas servir de caution au régime qui envoie ses snipers tirer tous les vendredis sur les enfants désarmés de la marche du retour à Ghaza», ont-ils affirmé, soulignant qu'un divertissement qui se respecte «ne se joue pas en terre d'Apartheid».

Racim C.

Pakistan

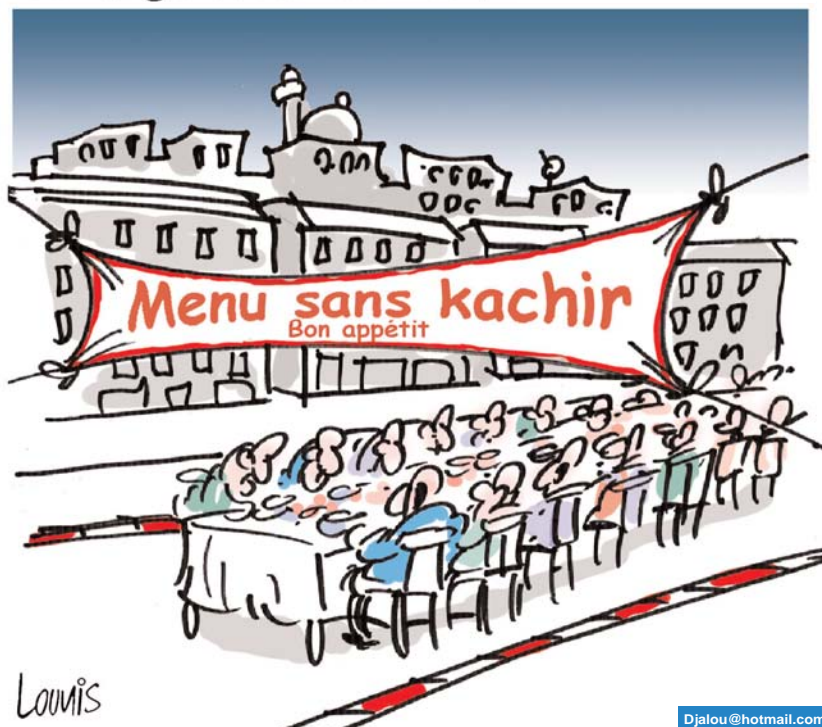
## Attaque contre un hôtel dans le sud du pays

DES HOMMES armés ont pris d'assaut samedi un hôtel de luxe à Gwadar, une ville du sud du Pakistan, ont indiqué les autorités provinciales. «Jusqu'à quatre hommes armés sont entrés dans l'hôtel Pearl continental et ont ouvert le feu», a déclaré le ministre de l'Intérieur de la province du Baloutchistan Zia Ullah Langu. La «majorité» des clients ont été évacués, a-t-il poursuivi, ajoutant que les forces de sécurité traquaient les assaillants. «On nous a toutefois signalé que quelques personnes avaient été légèrement bles-

sés», a déclaré M. Langu au téléphone. «Il n'y avait pas de clients chinois ou pakistanais dans l'hôtel» mais seulement du personnel, a souligné Mohammad Aslam, un policier de Gwadar, qui a dit entendre des coups de feu de son bureau, tandis que l'opération des forces de l'ordre touche selon lui à sa fin. Aucun groupe n'a pour le moment revendiqué cette attaque, survenue trois semaines après qu'un groupe de séparatistes baloutches a abattu 14 passagers de différents cars dans le Baloutchistan.

R. I.

## Un méga ftour collectif



Djalou@hotmail.com

Boumerdès

## Deux dangereux terroristes abattus à Dellys

■ Deux dangereux terroristes ont été abattus, lors d'une opération de fouille et de ratissage menée samedi près de la commune de Dellys, dans la wilaya de Boumerdès, par un détachement de l'Armée nationale populaire, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Par Kamel L.

«**D**ans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une opération de fouille et de ratissage menée près de la commune de Dellys, wilaya de Boumerdès en 1<sup>er</sup> Région militaire, un détachement

de l'ANP a abattu, le 11 mai 2019, deux dangereux terroristes et récupéré un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, deux chargeurs et une grenade», précise la même source. Par ailleurs, «dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et grâce à l'exploitation de renseignements,

un autre détachement de l'ANP a appréhendé, près de la commune de Laadjiba, wilaya de Bouira, un narco-trafiquant en possession de 20 000 comprimés psychotropes».

K. L.

Opération de solidarité du ramadhan à Béjaïa

## Près de 24 000 familles sont concernées par les aides

Les actions de solidarité se sont accentuées depuis le début du mois de ramadhan. Comme chaque année, la direction de l'action sociale a enregistré quelque 23 867 familles démunies et nécessiteuses. Ces dernières ont bénéficié d'aides financières dans le cadre de la solidarité du ramadhan. La nouveauté dans l'opération de solidarité à l'occasion du mois de jeûne de cette année c'est la remise des sommes d'argent mais sous forme de mandant aux familles nécessiteuses à la place des couffins alimentaires. Une façon de préserver la dignité des familles et leur anonymat. Des mandants de 6 000 DA ont été remis aux familles ou aux personnes concernées par cette action de bienfaisance, avant le début du ramadhan à la place des colis ou couffins que les services de la DAS distribuaient par le passé aux démunis, en l'occurrence les personnes affiliées au dispositif AFS, handicapés, personnes vivant seules et celles inscrites dans le dispositif de l'action d'insertion sociale, les personnes ayant un revenu très

faible... L'opération menée avec le concours des APC est en passe d'être bouclée. A côté de cette action, 20 restaurants du cœur ont été autorisés par la direction de l'action sociale de la wilaya de Béjaïa. Ce nombre pourrait augmenter car, plusieurs demandes ont été introduites et la commission y planche afin de donner son aval ou d'y refuser. Le nombre de restaurants pourrait atteindre 30. Pas moins de 9 531 repas ont été servis aux passants et démunis et 1 973 autres emportés, jeudi dernier selon un responsable de la DAS qui s'exprimait à la radio hier. Au chef-lieu de wilaya, comme de coutume, l'APC de Béjaïa a ouvert cette année encore, un restaurant «Rahma» au niveau de la cantine de l'école primaire Ibn Rochd. Plus de 400 repas y sont distribués à chaque rupture du jeûne. Notons aussi que la direction des affaires religieuses et des wakfs de la wilaya de Béjaïa a accordé, au mois de mars dernier, des aides financières de 6 000 DA à pas moins de 3 697 familles nécessiteuses et sans

ressources financières. Cette opération de solidarité a été financée par l'argent de la zakat collecté au titre de l'année 2019. Un montant de deux milliards 978 millions de centimes a été collecté par le fonds de la zakat dans la wilaya de Béjaïa jusqu'au 14 février 2019. Notons qu'un restaurant rahma a été ouvert par l'association Zed El Miaâd à Ibouassan dans la commune d'Oued Ghir. Des centaines de repas sont servis aux passagers et démunis. A Chemini, se sont 564 familles nécessiteuses qui ont bénéficié d'aides financières dans le cadre de l'opération de solidarité de ce mois de jeûne. De son côté la commune de Draâ El-Gaïd a débloqué 218 millions pour aider quelque 720 familles nécessiteuses, lesquelles ont bénéficié de sommes de 6 000 DA. Des bienfaiteurs ont contribué à cette opération, a-t-on appris. Deux restaurants «Rahma» ont été ouverts dans la localité. Ces opérations se sont généralisées aux quatre coins de la wilaya.

Hocine Cherfa